

Paris, le 26 septembre 2005

## Tous ensemble pour l'abrogation des ordonnances Villepin

### Un gouvernement illégitime qui détruit tous les droits sociaux

Après avoir été largement désavoué lors du référendum, le gouvernement, plus illégitime que jamais, accélère sa politique antisociale et aggrave ses attaques contre tous les droits sociaux collectifs.

Dès son arrivée, le nouveau premier ministre Dominique de Villepin s'est attaqué aux conditions de travail par le biais du CNE ( Contrat Nouvelle Embauche). Celui-ci instaure une période d'essai de deux ans et offre la possibilité, pour l'employeur, de rompre ce contrat à tout moment, l'employé ne recevant des indemnités chômage qu'à hauteur de 8 % de son salaire. Le premier ministre a également déclaré ouverte la chasse aux chômeurs en baissant leurs droits à chaque refus de propositions d'emploi et en les radiant au bout du troisième refus. En agissant de cette manière, le gouvernement continue la casse du code du travail et des conventions collectives et répond aux aspirations du patronat qui veut baisser la masse salariale pour augmenter ses profits.

L'ensemble du gouvernement travaille dans ce sens :

\*

un rapport émanant d'un député UMP préconise la fermeture de 150 blocs opératoires, dits non-rentables ;

\*

le ministre de la santé va " dérembourser " 221 médicaments supplémentaires, derrière l'argument fallacieux qu'ils ne seraient pas utiles ;

\*

le ministre de l'économie a organisé un simulacre de réunion avec les responsables des groupes pétroliers, pour finalement dire que le prix du carburant doit être fixé selon les lois du marchés ;

\*

le ministre de l'intérieur, N. Sarkozy, continue sa chasse aux immigrés en expulsant à tour de bras des immeubles insalubres sans proposer de solution de relogement. Il s'est également fixé l'objectif d'arriver à 23000 reconductions à la frontière cette année ;

\*

enfin comme réponse au mouvement lycéen de l'année dernière, qui correspondait à la volonté des lycéens de s'opposer à la destruction de l'enseignement public, le gouvernement ne propose que des peines de prisons.

Dans le même temps, les grandes multinationales commencent à s'attaquer aux cadres supérieurs. La firme Hewlett-Packard a annoncé le licenciement de 1240 personnes, dans un secteur dit rentable.

Les étudiants touchés de plein fouet par la précarisation

Les étudiants subissent non seulement ces attaques, mais sont également touchés par à une

détérioration de plus en plus marquée de leurs conditions de vie et d'étude. Sur dix ans l'augmentation des dépenses pour les étudiants a été de 33,5%. Ils subissent directement la pénurie des logements. Les loyers ont augmenté de 6,3% depuis janvier, de plus il n'y a que 150 000 chambres en cité U pour 450 000 demandes et 2 283 000 étudiants. Pour faire face à cette situation, les CROUS font appel aux bailleurs privés qui proposent des chambres aux prix du marché. L'insuffisance des taux et du nombre des bourses est criant : le niveau le plus haut est de 3607 euros cette année, ce qui ne représente qu'une augmentation de 1,5% sur un an, c'est à dire moins que le taux officiel de l'inflation et surtout moins que l'augmentation de 6 % de l'ensemble des dépenses auxquelles l'étudiant doit faire face lors de cette rentrée. La sécurité sociale étudiante a augmenté de 3,3% cette année et le prix du ticket de resto U de 1,9% (+ 10% sur trois ans).

Conséquence directe de la réforme ECTS/LMD, les frais d'inscription continuent d'augmenter (4% en licence, 4,7% en master, soit + 17,3% en licence depuis 2001 et + 49,6 en master). A cette hausse s'ajoutent le plus souvent des frais illégaux, qui atteignent 900 euros dans certaines universités. Face à cette situation près de 65 % des étudiants sont obligés de travailler pour financer leurs études. L'ensemble de ces augmentations correspond au désengagement financier de l'Etat.

En outre, le système LMD, qui porte en lui la privatisation des universités, entre en vigueur lors de cette rentrée. La mise en place de cette réforme correspond à la casse des diplômes nationaux et accélère ainsi la destruction du code du travail et des conventions collectives, via l'individualisation des cursus et la mise en concurrence des universités. C'est ici que réside le lien entre les étudiants, qui sont des travailleurs en formation, et l'ensemble des travailleurs. Ces différentes mesures touchent l'ensemble des travailleurs et se traduisent par une précarisation généralisée de conditions de vie et de travail.

### **Une seule réponse : la mobilisation des étudiants et des travailleurs !**

La seule réponse à apporter à ces attaques, c'est l'unification des luttes, c'est à dire la mobilisation générale de l'ensemble des étudiants au côté des travailleurs. Les étudiants ont en effet les mêmes intérêts qu'eux puisqu'ils subissent les mêmes attaques : le CNE et le système LMD sont les 2 aspects d'une même politique, celle de la destruction du code du travail et des conventions collectives, celle de la précarité généralisée. Les étudiants et les lycéens doivent combattre les réformes LMD et Fillon, de la même façon que les travailleurs doivent se mobiliser pour faire abroger les ordonnances du gouvernement Villepin.

C'est pourquoi nous devons participer massivement à la manifestation du 4 octobre indépendamment des manœuvres des directions syndicales. Cette manifestation doit être le point de départ de la grève générale, seul moyen de faire aboutir nos revendications et stopper les attaques du gouvernement.

**Le 4 octobre, travailleurs, étudiants ensemble pour :**

**L'abandon de toutes les poursuites contre les lycéens**

**L'abrogation des décrets d'application de la loi Fillon-Robien**

**L'abrogation des décrets d'application des ECTS LMD**

**L'abrogation des ordonnances Villepin (CNE, mesures contre les chômeurs)**

**Grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications**